

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Liban

N° 152 du 18.01.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

1-1 Hariri: un document audio révèle la fabrication des faux témoignages.

1-2 Découverte des engins d'espionnage : conséquences nuisibles.

1-3 Champs gaziers : échanges de menaces entre « Israël » et le Liban.

1-4 La démission de Sfeir, volontaire ou involontaire ?

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 Soraya Hérou : Les illusions du 14 mars...

2-2 Liban : la fuite en avant des Etats-Unis.

3 Annexe

3-1 Sayed Nasrallah: l'opposition ne nommera pas Saad Hariri.

3-2 Alain Gresh : La prochaine guerre.

Dagan: la force militaire du Hezbollah dépasse celle de 90% des pays du monde

07/01

L'ancien chef du service des renseignements israéliens, le Mossad, Méir Dagan, a affirmé que le Hezbollah est doté d'une grande force militaire dépassant celles de 90% des pays du monde, a rapporté vendredi la radio publique israélienne.

Le chef du Mossad a fait cette déclaration lors d'une cérémonie de passation de pouvoirs à son successeur, un vétéran du service, Tamir Pardo, jeudi soir au QG du Mossad.

Dagan a par ailleurs, déclaré qu'une attaque israélienne contre les installations nucléaires de l'Iran était injustifiée à ce stade.

Il a affirmé qu'une telle attaque ne se justifiait qu'en dernier recours, indiquant que tel n'est pas le cas, vu que, selon ses assertions, l'Iran ne se doterait pas d'une capacité nucléaire avant 2015 compte tenu d'une série de retards.

Dagan avait déjà déclaré dans le passé qu'"Israël" ne devait lancer une opération militaire contre l'Iran "que s'il avait le couteau sur la gorge".

"Israël", la plus grande puissance nucléaire dans la région, se dit menacé par les ambitions nucléaires de l'Iran, et des responsables israéliens n'ont pas exclu l'option militaire pour neutraliser son programme nucléaire.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169038&language=fr>

1 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

1-1 Hariri: un document audio révèle la fabrication des faux témoignages.

La chaîne de télévision indépendante libanaise NewTV a diffusé samedi 15 janvier un enregistrement audio d'une réunion (Espagne). Y participent (de gauche à droite sur le photo-montage utilisé pour illustrer la bande son) : Saad el-Hariri (fondateur de la résistance libanaise), Mohamed Zuhair as-Siddik (le principal faux témoin), le commissaire Gerhard Lehman (numéro 2 de la Commission d'enquête) et le directeur des services de renseignement.

Au cours de la réunion, les conjurés décident de faire retomber le meurtre de Rafik el-Hariri sur quatre généraux libanais, ainsi que sur le paiement et de la protection du faux témoin.

Rappelons qu'à la suite de cette réunion, quatre généraux libanais furent arbitrairement incarcérés durant quatre ans. Saad el-Hariri fut déclaré responsable de la sécurité libanaise pour attaquer le pays. Sur la base du faux témoignage de M. as-Siddik, la Commission mit en cause Bachar el-Assad, Liban, Bachar el-Assad et Emile Lahoud, tandis que les Etats-Unis menacèrent d'intervenir militairement pour les arrêter. Les secrets syriens démontrèrent l'inanité du faux témoignage.

Le Tribunal spécial pour le Liban a jusqu'à présent refusé d'enquêter sur « l'affaire dans l'affaire » (les faux témoins) et a injustement incarcérés les documents qui leur permettraient de se retourner contre leurs accusateurs.

Le commissaire allemand Lehman a été mis en cause dans son pays comme agent de la CIA impliqué dans le programme de torture en Europe. Il a été formellement reconnu par une des victimes.

Après avoir séjourné en France, Mohamed Zuhair as-Siddik a disparu, avant d'être retrouvé aux Emirats arabes unis comme agent d'immigration illégale et usage de faux passeport. Lors d'une conférence de presse donnée au moment de sa libération, il déclara que c'était de la main du président français Nicolas Sarkozy.

Depuis plusieurs semaines, de hauts responsables du Tribunal —voyant la chute de celui-ci imminente— se sont mis à fuir le Liban. Ils ont accès.

Egalement en violation du secret de l'instruction, l'acte d'accusation aurait été présenté à New York la semaine dernière au président français Nicolas Sarkozy et à Saad Hariri (alors Premier ministre libanais), indiquant qu'il ne devait pas rendre public samedi 15, mais cela a été reporté au lundi 17 en raison de la démission du gouvernement libanais. Les ambassades étrangères, Hillary Clinton et Michèle Alliot-Marie ont publiquement commenté le contenu de l'acte d'accusation confirmant leur connaissance.

Dimanche 16 janvier 2011

Source : Réseau Voltaire

<http://www.voltairenet.org/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Reseau_Voltaire.160111.htm

1-2 Découverte des engins d'espionnage : conséquences nuisibles.

Le quotidien israélien Yediot Aharonot a mis en garde contre les conséquences nuisibles causées par la découverte d'espionnage israéliens au Liban.

Dans son article intitulé « Dégâts pour les renseignements dans un moment délicat », Ron Ben Yehonatan rapporte la découverte de la résistance au Liban de deux engins d'espionnage israéliens dissimulés dans les montagnes de Saïda, qui ont été démantelés par l'armée libanaise.

Il précise que ces deux montagnes sont les plus hautes du Liban et surplombent la plupart du territoire libanais, voire même la capitale Beyrouth et la ville sudiste Saïda.

Yashaï a signalé que les deux appareils étaient très bien cachés, précisant que l'un d'entre eux était

collecter des informations, alors que le second comprenait des caméras capables de prises de vue à distance. Békaa, au sud et à l'est de Beyrouth. Ils étaient également dotés d'un laser capable d'évaluer les cibles en cas d'attaque.

Selon lui, ces engins étaient connectés à des appareils d'émission et de réception de longue portée à distance pour leur soutirer les informations collectées.

« Si c'est Israël qui a planté ces appareils, cela relèverait d'un exploit de premier degré, vu que les positions où ils ont été installés leur permettent de collecter des informations électroniques, non seulement sur l'espace aérien libanais et l'est de la Syrie, mais aussi sur la zone côtière libanaise à Beyrouth aussi » a ajouté ce chroniqueur israélien, indiquant que le Hezbollah détient des centres qui contiennent ces appareils. Les appareils ont permis selon l'auteur d'espionner le transport de convois d'armement de la Syrie au Hezbollah, ce qui a permis de bombarder les dépôts en temps de guerre.

En comparaison avec les systèmes d'espionnage aériens, Yeshaï précise que les appareils terrestres sont beaucoup plus efficaces que ceux qui fait défaut aux appareils sur avions.

Raison pour laquelle, estime-t-il, il en conclut que la découverte de ces appareils cause des dommages très graves pour le Liban.

17/12/2010

www.almanar.com.lb

1-3 Champs gaziers : échanges de menaces entre « Israël » et le Liban.

Israël a rejeté en vrac les revendications libanaises portant sur les champs gaziers maritimes en Méditerranée.

"Toutes les revendications du Liban sont sans aucun fondement juridique, économique et cartographique. Israël dispose de la force nécessaire face à toutes les menaces", avertit le ministre israélien des Infrastructures nationales Uzi Landau a affirmé qu'Israël est déterminé à défendre avec *"toute la force nécessaire"*, face au Liban ou à toute autre puissance qui pourraient assurer son indépendance énergétique pour la première fois de son histoire.

L'enjeu porte sur deux gisements offshore découverts récemment, Tamar et Léviathan.

Les réserves de Tamar sont estimées à 8 milliards de m³ de gaz naturel et celles de Léviathan *"pourraient atteindre la consommation d'Israël pour 25 ans"*, a déclaré à l'AFP le ministre des Infrastructures nationales, Uzi Landau.

Mais ces richesses se trouvent dans des zones maritimes contestées. Les frontières maritimes avec le Liban et la Turquie sont techniquement en état de guerre. En outre, la Turquie, estime avoir son mot à dire.

Ankara a pour sa part protesté contre un accord de délimitation des zones économiques exclusives conclu entre Israël et Chypre. L'accord doit permettre la poursuite des recherches sous-marines d'hydrocarbures sans crainte de conflits d'intérêts.

Selon Uzi Landau, l'accord avec Chypre *"trace la limite de la frontière maritime nord d'Israël et fixe de fait la limite avec la Turquie"*.

Or selon le ministre libanais de l'Energie, Joubrane Bassil, *"le langage de la force adoptée par Israël ne peut pas être accepté"*. L'abandonner car le Liban a trouvé *"bon remède à ce genre de langage agressif"*.

Dans un entretien accordé au journal *AsSafir*, Bassil a indiqué que le Liban se réfère dans la délimitation des zones économiques exclusives en vigueur sur les mers, signé par le Liban, mais dénigré par Israël. Selon lui, l'entité sioniste devrait se plier à la décision internationale, sinon, met-il en garde *"ses intérêts et ceux des sociétés qu'elle va recruter seront menacés"*.

Bassil a également fustigé le comportement douteux de certains responsables libanais, lesquels s'apparentent à des traités de paix. Il a envoyé trois messages au gouvernement lui demandant de ratifier la loi sur la délimitation des frontières maritimes, avant de la dépêcher aux Nations-Unies. Sans obtenir gain de cause. Parmi les obstacles, Bassil évoque le manque de consensus au sein du gouvernement libanais, dirigé par une ministre du Parti du Futur.

Il s'est également étonné que le dossier de la délimitation des frontières avec Chypre soit confisqué par le Président Michel Sleilane. Il a demandé à l'envoyer au Parlement.

Selon Bassil, les raisons arguées par Hariri pour ne pas envoyer ce dossier, par la volonté de ne pas offusquer Israël, *"est un acte de lâcheté et un péché"*. *"Car cela veut dire soumettre une décision nationale à une volonté étrangère"*, s'est-il offusqué.

Et d'ajouter : *"une fois on ne veut pas irriter la Turquie, une autre, on ne veut pas indigner l'Arabie saoudite. On ne veut pas que cela au détriment de nos intérêts nationaux"*.

24 décembre

Al-Manar

1-4 La démission de Sfeir, volontaire ou involontaire ?

Selon l'Agence nationale d'information le patriarche maronite, le cardinal Nasrallah Sfeir, a démissionné de ses fonctions. Nasrallah Boutros Sfeir, le ministre Boutros Harb a annoncé que le patriarche avait présenté sa démission et demandé à être déchargé de ses fonctions. »

« Le Vatican n'a pas encore tranché » a ajouté l'agence sans élaborer

La veille, le quotidien al-Chark avait publié une nouvelle en ce sens, qui avait été démentie par le p...
Dimanche, et avant que M. Harb ne se prononce, l'évêque maronite du Batroun, Boulos Émile Saad, estimant que « sa diffusion par certains organes de presse vise à créer une confusion entre le relig...
Selon une source autorisée proche du patriarcat maronite, le patriarche Sfeir a effectivement fait p...
dernier séjour à Rome, il y a quelques semaines, de son intention de se démettre de ses charges.
Au Liban, il l'aurait annoncée aux membres du synode des évêques maronites, sous le sceau de la...
Rappelons, que notre site al-Manar avait rapporté le 12-11-2010, selon des sources ecclésiastiques...
Vatican citées par le quotidien libanais al-Akhbar que le Vatican avait demandé au Patriarche Sfeir...
En effet, lors d'une réunion qui a eu lieu le mercredi 20 Octobre, en marge du Synode des évêques...
patriarche Sfeir à Rome (spécifiquement à l'école maronite) le patriarche s'était réuni avec le secr...
Bertone, et le président de la Congrégation pour les Eglises orientales, le cardinal Sandri.
Lors de la réunion, qui a duré plus d'une heure, les deux cardinaux ont demandé au patriarche Nas...
démissionner, estimant qu'un tel «grand pas est nécessaire pour assurer la continuité du Patriarca...
Selon les informations disponibles, les deux cardinaux ont fait usage d'une grande diplomatie pour...
le Pape ! A savoir : persuader le patriarche que l'intérêt de l'Eglise maronite exige une telle démiss...
positive l'élection d'un nouveau Patriarche dont le profil corresponde avec le plan du Vatican qui c...
d'Orient dans leurs terres et améliorer l'administration de l'Église maronite.
Toujours selon la source, les deux cardinaux ont parlé pendant longtemps de la mauvaise gestion...
patriarche à prendre des initiatives visant à réduire l'immigration chrétienne, sans compter l'isolen...
un moment où la situation des chrétiens en Orient se détériore considérablement ! Ce qui exige en...
Moyen-Orient .
Toujours selon la source, la réaction du patriarche était très violente à la fois à l'égard de la propo...
remise en question de sa capacité à prendre la décision appropriée au bon endroit.

17/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=170446&language=fr>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Soraya Hérou : Les illusions du 14 mars...

Chaque jour qui passe montre combien une partie des Libanais aborde les questions politiques sur base de leurs propres souhaits.

Cette partie, composée essentiellement de personnalités du 14 mars semble vivre dans une bulle et a une lecture erronée des événements. A chaque nouvelle étape, elle se répand en explications et en justifications dans les médias qui n'ont rien à avoir avec la réalité, mais ne consent jamais à reconnaître son erreur...

Lorsqu'il y a pratiquement un an, le Premier ministre Saad Hariri s'est rendu pour la première fois à Damas, les personnalités du 14 mars ont ravalé leur déception et expliqué en long et en large à leurs supporters que c'est Damas qui a changé et non le Premier ministre. Il a, selon ses personnalités, rectifié le tir des relations libano-syriennes et établi des liens d'Etat à Etat, obligeant les autorités syriennes à se tenir à égale distance de toutes les parties libanaises et à traiter avec l'Etat. Pendant des mois, et en dépit de plusieurs autres visites de Hariri à Damas, ces personnalités ont continué à affirmer que la Syrie serait sur le point de lâcher le Hezbollah pour « revenir dans le giron arabe » et gagner ainsi sa place auprès de l'Arabie saoudite. Même les mandats d'arrêt émis par la justice syrienne à l'encontre de plusieurs proches du Premier ministre dans le cadre de la plainte déposée contre eux par le général Jamil Sayyed ne les a pas fait renoncer à leur théorie. Il a fallu que les autorités syriennes disent clairement : la résistance est pour nous une ligne rouge, pour qu'elles cessent de parler ouvertement du sujet, mais elles n'en continuent pas moins à miser sur des pseudo-divergences entre la Syrie et l'Iran, qui affaibliraient le Hezbollah, mais n'osent plus le déclarer ouvertement de crainte de paraître ridicules...

De même, lorsque le Premier ministre turc Rajab Tayeb Erdogan est venu au Liban, ces mêmes personnalités ont voulu montré que sa visite avait pour objectif de rétablir l'équilibre avec celle du président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Elles ont développé dans les médias la thèse selon laquelle le Premier ministre turc compatit intervenir auprès de la Syrie et de l'Iran pour empêcher le Hezbollah de réagir après la publication de l'acte d'accusation du TSL en faisant par exemple chuter l'actuel gouvernement après avoir renversé la majorité au Parlement. Naturellement, rien de tel n'a été effectué par le Premier ministre turc qui a insisté sur la nécessité de l'entente interne et sur l'obligation d'éviter les actes de violence sécuritaires.

Le Premier ministre Saad Hariri s'est ensuite rendu en Iran dans un virage total de sa politique. Il s'est donc rendu au cœur du « pays de Wilayat al Fakih », tellement décrié au cours des dernières élections législatives en 2009. Comment a-t-il pu faire cela ? Les personnalités du 14 mars se sont empressées d'expliquer dans les médias

qu'il comptait demander aux autorités iraniennes de faire pression sur le Hezbollah pour accepter un compromis après la publication de l'acte d'accusation et surtout pour qu'il n'entreprene aucune action contre le gouvernement une fois l'acte publié. Cette fois, la réponse a été immédiate et les autorités iraniennes n'ont pas attendu que le Premier ministre libanais quitte Téhéran pour affirmer au cours d'une conférence de presse conjointe que le TSL est politisé et que la résistance est une ligne rouge, tout en encourageant le dialogue et l'entente.

Le message était pourtant clair, malgré tout, les personnalités du 14 mars continuent à vivre dans leurs illusions. Mais cette fois, le coup est venu de leur principal protecteur les Etats-Unis. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré récemment : Le Hezbollah a le droit de protester pacifiquement mais n'a pas le droit de porter les armes contre ses adversaires au Liban. En d'autres termes, un changement de majorité au Parlement est une affaire interne... Même son de cloche en provenance de Paris. En d'autres termes, l'Occident veut bien utiliser le 14 mars pour affaiblir le Hezbollah, mais il n'est pas prêt à s'impliquer directement dans les méandres internes libanais.

En dépit de ces données, le 14 mars continue à ruer dans les brancards, croyant pouvoir encore effrayer l'opposition et le Hezbollah en particulier. La dernière arme en date ce sont les « fuites » répétées dans les médias internationaux pour annoncer le contenu de l'acte d'accusation et sa publication imminente. Déjà, lorsque le secrétaire général du Hezbollah sayed Hassan Nasrallah prononçait son discours à l'occasion de la Journée du Martyr (le 11 novembre), la chaîne MTV annonçait dans une information urgente que l'acte d'accusation était prêt et en train d'être traduit. Pourquoi n'a-t-il pas été publié depuis ? Maintenant, c'est Le Figaro qui revient à la charge annonçant son contenu et le fait qu'il aurait été pratiquement remis au juge de la mise en état Daniel Fransen. Il a fallu d'ailleurs que le bureau du procureur Bellemare démente lui-même cette dernière « fuite » assurant qu'un communiqué officiel sera publié pour annoncer cette démarche.

Cette nouvelle manœuvre de maintenir la tension en multipliant les rumeurs sur la date de la publication et le contenu de l'acte d'accusation n'est pas plus réaliste que l'approche politique des personnalités du 14 mars avec la Syrie, l'Iran ou la Turquie. L'équation est claire : si l'acte d'accusation est publié avant un accord interne, l'opposition exécutera ses plans sans tenir compte d'autres considérations. Ce ne sont pas quelques fuites médiatiques de plus ou de moins qui risquent de changer la donne. Ce qu'il faudrait par contre, c'est un peu plus de maturité et de réalisme dans l'approche des questions politiques. Il serait peut-être temps de renoncer aux illusions...

2-2 Liban : la fuite en avant des Etats-Unis.

Le Liban est à nouveau sans gouvernement. Selon la presse occidentale, le Hezbollah exerce un chantage pour ne pas avoir à répondre de sa culpabilité dans l'assassinat de Rafik el-Hariri. En réalité, observe Thierry Meyssan, l'opposition libanaise (qui représente la majorité populaire mais est minoritaire à l'Assemblée) vient de faire échec à la machine infernale mise en place par Washington en vue de provoquer une confrontation générale au Proche-Orient.

Thierry Meyssan

Samedi 15 Janvier 2011

Alors que le Premier ministre libanais Saad al-Hariri était reçu à la Maison-Blanche par le président des Etats-Unis Barack Obama, mercredi 12 janvier 2011, 11 ministres libanais ont donné leur démission et fait chuter leur gouvernement. Plus qu'à M. Hariri, ce camouflet était ostensiblement destiné à M. Obama.

Le remodelage du Moyen-Orient élargi

Pour comprendre ce qui se passe, il convient d'abord de resituer ce coup de théâtre dans le contexte général de la résistance proche-orientale au projet états-unien de remodelage de la région.

Lorsque, le 11-Septembre 2001, les Etats-Unis ont attribué les attentats dont ils faisaient l'objet à un groupuscule islamiste terré dans une grotte afghane, ils ont déclaré la « guerre des civilisations ». Contrairement à ce que préconisaient des stratèges comme Zbigniew Brzezinski (favorable à une instrumentation des musulmans contre la Russie et la Chine) et certaines firmes pétrolières (favorables à un investissement militaire massif en Afrique et dans les Caraïbes pour contrôler les champs pétroliers du XXI^e siècle), les Straussiens ont imposé le monde musulman comme cible. En effet, de leur point de vue, la seule « menace révolutionnaire » capable de se propager dans le monde et de porter atteinte à l'impérialisme global est une résurgence de la révolution khomeiniste.

Washington a donc décidé de prendre l'Iran en tenaille en positionnant ses troupes en Afghanistan et en Irak.

Puis, de détruire les alliés militaires de Téhéran : la Syrie et le Hezbollah libanais. Enfin, de raser l'Iran et ses 70 millions d'habitants. Toute résistance ayant été anéantie, les Etats de la région auraient été démantelés et redessinés sur une base ethnique, tandis que la *Pax Americana* aurait triomphé.

Cependant ce plan grandiose, à peine initié, a échoué. La plus grande armée du monde a été incapable de contrôler l'Afghanistan et l'Irak occupés. Puis, l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafik al-Hariri et la révolution colorée du Cèdre ne sont pas parvenus à provoquer la guerre avec la Syrie, Damas ayant immédiatement retiré ses forces de maintien de la paix stationnées au Liban depuis la fin de la guerre civile.

Washington a alors sous-traité le problème à Tel-Aviv. A l'été 2006, Israël a attaqué le Liban, rasé tout le Sud du pays sous un tapis de bombes tel qu'on n'en avait pas vu depuis la guerre du Vietnam, mais a échoué à détruire le Hezbollah et à engager le combat avec la Syrie. Contre toute attente, c'est l'inverse qui s'est produit : le

Hezbollah a tenu en échec l'armée la plus sophistiquée du monde et la Syrie n'a pas eu à entrer en lice. Mettant en oeuvre leur *Plan B*, les Etats-Unis ont eu recours à la prétendue Justice internationale.

Le rôle du TSL dans la stratégie US

La Commission internationale d'enquête sur l'assassinat de Rafik al-Hariri a reçu pour mission de mettre en accusation le président syrien Bachar el-Assad, ouvrant ainsi la voie à la guerre que le Pentagone aurait entreprise pour l'amener par la force devant la Justice internationale.

La Commission d'enquête était dirigée par deux agents sûrs, les Allemands Detlev Mehlis et Gerhard Lehman. Ils sont parvenus à occulter le rôle de leur pays dans l'assassinat, mais ont échoué à inculper le président el-Assad, les services secrets syriens ayant démasqué les faux témoins fabriqués par l'ONU.

Passant au *Plan C*, Washington a abandonné l'idée de détruire la Syrie préalablement à l'Iran et a recentré son dispositif sur le cœur du système. Il a mis en place un Tribunal spécial pour le Liban, cette fois chargé de mettre en accusation le commandant de la Force Al-Quod (unité des Gardiens iraniens de la Révolution qui forme les combattants anti-impérialistes au Liban, en Palestine et ailleurs), le général Kassem Soleimani, et le guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei. Cette accusation judiciaire devait être coordonnée avec l'accusation politique de l'AIEA de fabrication secrète d'une bombe atomique.

La présidence de ce Tribunal très spécial a été confiée à l'Italien Antonio Cassese, jusque là conseiller juridique des Moujahidines du Peuple, un groupe armé qui revendique plusieurs milliers d'assassinats politiques en Iran pour le compte des Etats-Unis.

La tactique du Tribunal très spécial et de son procureur général était de mettre en accusation l'ancien chef militaire du Hezbollah, Iman Mugniyeh (assassiné par le Mossad) et sa famille, puis de mettre en cause leurs supérieurs hiérarchiques, non pas au sein du Hezbollah, mais au sein de leur dispositif de formation militaire : le général Soleimani et le guide suprême Khamenei. Le Pentagone et Tsahal auraient alors attaqué un Iran affaibli par des sanctions internationales, prétendument pour amener les suspects devant la prétendue Justice onusienne.

Pour une raison purement technique, l'acte d'accusation devait être publié avant la fin de l'exercice budgétaire 2010 du Tribunal (en réalité avant la fin janvier 2011). Une conférence de presse était prévue au siège du Tribunal à La Haye samedi 15 janvier. C'est ce calendrier qui a précipité la crise.

Réactions au TSL

Pour éviter la guerre programmée, la Syrie, l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Iran ont décidé de mettre leurs différents en sourdine et de joindre leurs efforts pour faire entendre raison à Washington. Il s'agissait de convaincre l'administration Obama d'abandonner un plan conçu par sa faction la plus extrémiste et de lui offrir une issue honorable.

Dans ce but, le président Bachar el-Assad, le roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud, l'émir Hamad ibn-Khalifa al-Thani et le président Mahmoud Ahmadinejad se sont succédés à Beyrouth. Chacun d'entre eux a enjoint les partis et communautés sur lesquels il exerce une influence d'asphyxier le Tribunal spécial en ne renouvelant pas son budget et en retirant ses juges libanais. Le TSL n'aurait pas été dissous. Il aurait survécu sur le papier, mais serait tombé dans une profonde léthargie.

Las ! L'administration Obama a refusé la porte de sortie qui lui était offerte. N'ayant à vrai dire aucun plan de rechange à substituer à celui des Straussien, le président états-unien a envoyé sa secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, informer les capitales concernées que le TSL irait jusqu'au bout de sa mission. Toutefois, a-t-elle laissé entendre, l'administration Obama se contentera dans un premier temps d'isoler Téhéran et ses alliés et n'envisage pas d'attaquer l'Iran à brève échéance. Chacun est donc prié d'appliquer les sanctions onusiennes et de se préparer à les renforcer.

La crise

A ce stade, on se frottait les mains à Washington, car le camp de la paix était bloqué dans une impasse. Après que le *Spiegel* et la télévision canadienne aient annoncé l'imminente inculpation de la famille d'Imad Mugniyeh, toute action politique du Hezbollah et de ses alliés contre le TSL serait présentée comme un aveu de culpabilité. Pour retrouver sa marge de manœuvre, sayyed Hassan Nasrallah décidait de publier des images filmées par des drones israéliens, interceptées par son organisation. Elles attestent qu'Israël a préparé l'attentat contre Rafik al-Hariri. Cependant ces révélations furent insuffisantes pour blanchir le Hezbollah car elles ne permettent pas d'établir si c'est bien l'Etat hébreu qui a réalisé ou non l'opération.

La publication par *Odnako*, l'hebdomadaire des élites politiques russes, de notre enquête a modifié la donne.

L'arme nouvelle utilisée pour ce meurtre ayant été fabriquée par l'Allemagne, ni le Hezbollah, ni l'Iran ne peuvent encore être soupçonnés. Du coup, aux yeux de l'opinion publique proche-orientale les choses s'inversent : le Hezbollah ne peut plus être accusé de lutter contre le TSL pour fuir ses responsabilités.

Convaincu par nos arguments et soutenu par le roi Abdallah Ier, le Premier ministre Saad Hariri était prêt à négocier une solution en faveur de la paix. Toutefois, l'hospitalisation du roi aux Etats-Unis affaiblissait son autorité. Son demi-frère et successeur désigné, le prince Sultan, et son neveu, le prince Bandar, apparaissaient en capacité d'exercer rapidement le pouvoir et d'imposer leur ligne pro-états-unienne. Saad Hariri choisissait alors de prendre ses distances avec le monarque saoudien et de s'aligner sur la position états-unienne.

Mardi 11 janvier à New York, le roi Abdallah renonçait à la médiation qu'il avait entreprise avec son homologue syrien. Immédiatement, la coalition du 8-Mars sommait Saad Hariri de clarifier d'urgence la situation : elle enjoignait de retirer les juges libanais, de refuser de continuer à financer le TSL et à collaborer avec lui, enfin de poursuivre les faux témoins devant la Justice libanaise. Dans la plus grande discrétion, les services de sécurité de l'Etat (dépendant du Président de la République, le général Michel Sleimane) étaient réorganisés. Face à

l'absence de réponse de Saad Hariri, les actions de ses sociétés perdaient en quelques heures 9 % en Bourse. Mercredi 12 janvier à Beyrouth, les 10 ministres de la coalition du 8-Mars (dont seulement 2 sont membres du Hezbollah) démissionnaient pendant la rencontre Hariri-Obama à Washington, suivis d'un onzième ministre (proche du président Sleimane). Le quorum n'étant plus réuni, le gouvernement était dissous.

Y a t-il un Plan D ?

En toute logique, le Tribunal spécial devrait publier sous peu, peut-être samedi, son acte d'accusation. Mais, il ne devrait plus avoir de budget à la fin du mois et devrait donc, soit devenir bénévole, soit cesser ses travaux. En Occident, où la censure est totale sur les arguments de l'opposition, l'opinion publique devrait croire à la culpabilité du Hezbollah et à la volonté états-unienne de servir la Justice. Mais au Proche-Orient, plus personne n'est dupe : les Etats-Unis et Israël manipulent le TSL, ils masquent la vérité et instrumentent le Tribunal pour justifier une guerre générale dans la région. Ayant perdu sa légitimité, Washington ne peut espérer aucun soutien au Proche-Orient, hormis de ses vassaux stipendiés. Il faut donc passer au *Plan D*, Mais y en a t-il un ?

« Majorité » et « minorité » au Liban

Les élections législatives de 2005 ont donné une large victoire à la coalition du 14-Mars, réunie autour de la famille Hariri (soutenue par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et la France). Celle-ci a été depuis lors qualifiée de « majorité ». Cependant, rapidement, elle a perdu l'une de ses deux principales composantes, le Courant patriotique libre (CPL) fondé par le général chrétien Michel Aoun.

A contrario, la coalition du 8-Mars a été qualifiée en 2005 de « minorité », mais n'a cessé de s'étoffer depuis.

Réunie autour du Hezbollah, elle est soutenue par la Syrie, l'Iran et le Qatar.

Les élections législatives de 2009 ont donné lieu à une vaste fraude : en violation du *Code électoral* des dizaines de milliers de Libanais de la diaspora se sont vu accorder des cartes d'électeurs. Un pont aérien a été mis en place par la coalition du 14-Mars pour les transporter gratuitement au Liban, obligeant à une réorganisation complète de l'aéroport de Beyrouth. Cette manipulation a profondément modifié un scrutin réunissant au total 1,4 million d'électeurs seulement. Malgré tout, la coalition du 14-Mars (la « majorité ») n'a obtenu que 44,5 % des suffrages exprimés, tandis que celle du 8-Mars (la « minorité ») obtenait 55,5 % des voix. Cependant, grâce à un découpage électoral violemment inéquitable, la coalition du 14-Mars a conservé la majorité à l'Assemblée avec 72 sièges, tandis que la majorité populaire restait minoritaire à l'Assemblée avec 56 sièges.

La majorité parlementaire a élu le leader de la coalition du 14-Mars, Saad Hariri, comme Premier ministre. Il est parvenu à composer un gouvernement d'union nationale comprenant 15 ministres du 14-Mars, 10 ministres du 8-Mars et 5 ministres neutres (des techniciens proposés par le président de la République). C'est ce gouvernement qui vient de chuter.

Le Parti Socialiste Progressiste (PSP) du leader druze Walid Jumblatt a pris ses distances avec la coalition du 14-Mars. Dans le cas où ses députés joindraient leurs votes à ceux de la coalition du 8-Mars, la majorité populaire deviendrait alors aussi la majorité parlementaire.

Selon l'accord national, la fonction de président de la République revient à un chrétien maronite, celle de Premier ministre à un musulman sunnite et celle de président de l'Assemblée à un musulman chiite. Dans le cas de la désignation d'un Premier ministre issu de la coalition du 8-Mars, le Hezbollah —bouleversant les pratiques sociales— souhaiterait que ce soit une femme.

[Thierry Meyssan](#)

Analyste politique français, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#). Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe.

Dernier ouvrage publié : [L'Effroyable imposture 2](#), éd. JP Bertrand (2007).

Samedi 15 Janvier 2011

<http://www.voltairenet.org/article168125.html>

http://www.alterinfo.net/Liban-la-fuite-en-avant-des-Etats-Unis_a53855.html

3 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Sayed Nasrallah: l'opposition ne nommera pas Saad Hariri.

Le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah a déclaré que l'opposition ne nommera pas la Premier ministre sortant Saad Hariri pour la formation du prochain gouvernement.

Lors d'une allocution télévisée, où il a expliqué les dessous de l'initiative syro-saoudienne, les raisons qui ont abouti à son échec, et les cause de la démission des ministres de l'opposition, il a également affirmé que l'opposition n'acceptera pas non plus un gouvernement qui ne juge pas les faux-témoins, qui ne lutte pas contre la corruption financière et qui n'œuvre pas en vue de servir les intérêts des gens et tente de régler leurs problèmes vitaux.

Voici ci-dessous les principales idées du discours

A la lumière du parcours que les choses ont pris, on peut déduire les intérêts et les objectifs et ce qui se prépare. Premièrement : je vais vous présenter les faits : en résumé depuis le début de l'initiative arabe, ou ce qui fut convenu d'appeler l'entente syro-saoudienne, entamée alors que les informations faisaient état de l'imminence

de la publication de l'acte d'accusation, il y a eu cette initiative généreuse entamée grâce aux efforts du roi saoudien Abdallah et du président syrien Bachar ElAssad .

Ils nous nous en ont informés, et nous l'avons alors soutenu, et nous avons misé sur elle, à l'instar de tous ceux qui veulent le bien pour le Liban...

Il y a alors eu des entretiens, contrairement aux dénis de certains qui les ont non seulement exclu, mais ont également écarté l'idée d'un accord, ce qui d'ailleurs n'était autre que leur souhaits

Je veux être clair pour que les libanais connaissent bien l'image de ce s'est passé...

Dès le début, les saoudiens étaient clairs : ils ont dit qu'il n'est pas possible d'éliminer le tribunal international, car c'est une décision qui a été prise par des parties internationales ; nous avons alors dit que nous comprenions très bien ceci

Deuxièmement, les saoudiens ont dit qu'il n'est pas possible d'éliminer l'acte d'accusation ; et nous avons dit que nous le comprenions, et nous étions conscient que nous ne pouvions pas nous attendre à ce que les Saoudiens puissent exercer une certaine influence sur les Américains ou les Israéliens pour les dissuader de le soutenir.

Deux choses ont été proposées pour reporter l'acte d'accusation, celle de se concerter sur la façon de protéger le Liban des séquelles de l'acte d'accusation.

Ils ont exigé que les négociations restent secrètes, ce que nous avons également acquiescé parce que nous savions que l'enquête était politisée et que nous sommes la cible d'un projet

Trois choses étaient nécessaires pour neutraliser les séquelles de l'acte d'accusation : le fait que gouvernement déclare qu'à la lumière des développements, le Liban décide de retirer les juges libanais et de stopper le financement libanais et d'éliminer l'entente conclue entre le gouvernement et le TSL

Ces trois conditions, en cas de leur mise en application, n'aboutiront pas à l'élimination du TSL ; nous savons que les juges libanais seront remplacés par d'autres, et que d'autres sources de financement seront fournies. Mais l'élimination du mémorandum d'entente veut dire que le gouvernement libanais ne va pas arrêter ceux qui sont accusés par M. Bellemare...

On nous a informé que les Saoudiens étaient d'accord et que Hariri aussi l'était ; mais on nous a fait savoir que pour que l'accord rentre en vigueur, l'opposition se devait elle aussi d'exécuter certaines choses.

Et on nous a aussi posé comme conditions de garder ces contreparties au secret, sachant que nous en avons accepté certaines, et hésité sur d'autres.. Mais l'atmosphère était très positive

Mais il y a eu la maladie du roi saoudien qui a ralenti les choses ; les contacts ont été alors interrompus, puis ils sont devenus irréguliers..

Il y a deux semaines à peu près, une confirmation nous est de nouveau parvenue de la part du roi saoudien, qui se rétablissait de son intervention chirurgicale, et dans laquelle il a réitéré son attachement à l'initiative, signalant qu'il ne restait plus qu'à convoquer Saad Hariri à New York pour son achèvement. Hariri a alors accordé un entretien au journal AlHayat dans lequel il a révélé pour la première fois que l'accord a été accompli, ce qui est déjà bien car c'est la première fois qu'il y a une reconnaissance , alors que son équipe politique ne faisait que nier l'existence d'une telle initiative...

Hariri est parti aux USA et y a effectué ses rencontres là-bas...

Directement après, les saoudiens ont contacté les Syriens pour leur dire qu'ils s'excusent et ne peuvent plus continuer dans cette initiative

Sans prémisses, sans préalables, sans préavis, ils ont renoncé à cet accord...

Qui a donc torpillé ce parcours ??

Après on nous avoir informé que la publication de l'acte d'accusation allait être accélérée..

C'est pour cela il nous fallait présenter notre démission et faire renverser ce cabinet, de façon constitutionnelle et selon les lois en vigueur au Liban

Depuis nous sommes dans une nouvelle conjoncture politique..

Pour comprendre ce qui s'est passé : ce sont les Américains et les Israéliens qui ont refusé cette initiative arabe, mais ils l'ont laissée avancer, parce qu'ils misaient peut-être qu'elle n'allait pas aboutir à un accord.. Mais lorsqu'ils ont vu qu'elle a été accomplie, ils ont alors intervenu en force et ont affiché leur refus

C'est la seule explication

Nous savions bien entendu d'après les déclarations américaines et leurs enjeux qu'ils ne peuvent permettre que l'initiative réussisse..

Et puis il y a aussi certaines parties politiques au Liban qui n'ont cessé de renier la présence de l'initiative et ont œuvré nuit et jour et effectué des contacts dans tous les sens pour la torpiller ; ils ont même usé de mots indécentes contre le roi saoudien qui était sincère dans ses efforts en vue de la conclusion de cet accord Hariri a dit que l'accord a été réalisé, mais que certains n'ont pas exécuté la partie les concernant ...

Pourquoi n'a-t-il donc pas attendu que l'on se mette d'accord sur le mécanisme de l'exécution de l'initiative ??

Pourquoi ce retour à la case départ dès qu'il s'est rendu aux États-Unis

Tous les Libanais devraient se poser cette question..

La réelle position de Hariri est que soit il ne voulait pas d'accord, dès le début, mais a acquiescé en raison des pressions saoudiennes ; soit il la voulait mais avait appréhendé les pressions américaines contre lui ; ou parce il était en accord avec les Américains ..

Ce qui montre que la position américaine est primordiale chez lui aux intérêts des Libanais et du Liban

Ce qui veut dire que cette équipe n'est pas capable de protéger les intérêts du pays parce qu'elle ne peut pas contrer les pressions exercées sur elle...

Hariri a dit après son retour des États-Unis que ses contreparties et revendications étaient pour le pays. Je ne vais aujourd'hui vous révéler les conditions qui nous ont été envoyées, je les aies sur moi ; une minorité d'entre elles servent les intérêts nationaux, alors que la majeure partie d'entre elles servent les propres de Hariri et de son équipe.

Pourtant, nous étions prêts à faire beaucoup de concessions pour faire éviter au Liban le pire..

Il y a une contrepartie que je vais vous révéler : celle liée au dossier des faux-témoins.

Lorsque nous avons demandé au gouvernement de régler ce dossier car il est sensible, comporte des séquelles dangereuses, d'autant plus que de hauts officiers libanais ont injustement été séquestrés, sans oublier que les relations avec la Syrie ont failli être détruites, et l'atmosphère de zizanie confessionnelle qui était au bord de l'éclatement en raison de ces faux témoignages,(...) , Notre demande voulait dire que nous voulions prendre pour arbitre les institutions étatiques du pays, ce qui montre notre bonne volonté et notre attachement aux voies légales..

Or l'une des contreparties était de classer l'affaire des faux témoins !!

Pourquoi êtes-vous si soucieux de classer ce dossier alors que vous devez être les plus attachés au jugement des faux-témoins ??

Aujourd'hui seulement nous comprenons très bien pourquoi il est interdit de voter sur cette affaire au conseil des ministres, et pourquoi dans ce pays, il faut torpiller la tentative de saisir le conseil juridique dans cette affaire...

A la vue de ce qui a été révélé dans la chaîne alJadid (New TV) ((qui a diffusé samedi soir les bandes sonores de la discussion qui a eu lieu lors de rencontres entre le Premier ministre Saad Hariri, et le principal faux-témoin dans l'affaire Zouheir Siddik , en présence du chef du département des renseignements le colonel Wissam ElHassan et du vice-commissaire de l'enquête internationale Gerhard Lehman, peu de temps après l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, ndlr))

Au début, le courant du Futur ont dit que la bande audio a été fabriquée, ce qui est ridicule, ces gens-là sont prêts à accepter un acte d'accusation sur des contacts téléphoniques pré fabriqués, mais refusent de croire ce qu'une bande sonore aux voix très explicites révèle .

Pourtant, plus tard, un communiqué du bureau de Hariri a assuré que la rencontre a vraiment eu lieu mais a expliqué les faits dans un autre contexte

On vient de me dire que la Télévision du Futur (appartenant au courant du Futur) va diffuser la totalité du document.

Là aussi la question se pose de nouveau, comme elle se pose d'ailleurs pour la New TV : d'où avez-vous reçu cette bande audio ? c'est une preuve de plus qu'elle a été infiltrée de la part du TSL.

Cela fait 5 ans que tout ce qui se passe dans la commission d'enquête internationale se trouve dans les journaux, dans les ambassades, dans les chancelleries, les ministères...

On nous a informé que les US

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de démissionner

Je voudrai rendre hommage à la position du ministre Hussein Sayed Ahmad , pour la position honorable qu'il a décidé de prendre en présentant lui aussi sa démission

En tant que force politique, notre participation au cabinet, à la lumière de notre expérience nous amène à nous poser la question si nous devons continuer avec elle.

Ce gouvernement est selon non productif ; D'autant plus que le Premier ministre ne reste pas au pays, pour poursuivre ce qui décide et les affaires d'état

Les ministres de l'opposition ont sans cesse évoqué ces lacunes dans leurs conférences de presse Mais nous avons pris notre temps avant de prendre cette décision, et notre principal enjeu était lié aux revendications vitales des gens et leurs intérêts ...

A un certain moment nous avons voulu faire face à la corruption financière et administrative

Pendant 11 mois, nos ministres ont tenté de comprendre comment 11 milliards de dollars ont été dépensés du budget de l'état ; en vain.

Si on demande relevés de compte, on nous sort directement l'affaire de la discorde confessionnelle

Sur la question des faux-témoins, le gouvernement s'est avéré aussi incapable de la régler en la transférant au conseil juridique !

Ce qui veut dire que ce gouvernement est impuissant pour faire face à l'acte d'accusation. Bien au contraire, ce gouvernement voulait comploter contre sa résistance, financer le TSL, et accuser injustement et à tort ses membres dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre, puis les arrêter lorsque le tribunal lui demandera ceci.

Ce qui nous a permis de conclure que ce cabinet est incapable car de surcroît, il a permis que le pays soit découvert. Et voilà que Bellefleur informe certains milieux de ce gouvernement qu'il va livrer son acte d'accusation lundi à Franses et l'annoncera le mardi

Devant un gouvernement impuissant nous sommes une exception

Alors que les gens qui ont des revendications voulaient agir et descendre dans les rues, on nous demandait de les en empêcher. Ce que nous ne pouvons pas faire..

Le renversement du gouvernement pourrait ouvrir la voie pour la formation d'un gouvernement responsable, alors que le fait de continuer dans cette situation constituait un danger pour le pays

A la lumière de notre diagnostic de cette situation gouvernementale lamentable, nous avons décidé la démission. C'est une démarche constitutionnelle, et démocratique ce n'est notre droit de l'exercer ; nous n'avons pas

renversé le gouvernement dans la rue et n'avons pas utilisé d'armes. Nous l'avons fait de façon démocratique et civilisé

Voyez ce qui s'est passé par la suite ?? Comme si l'opposition avait détruit la Kaaba

Les USA, la France, le Canada, les pays arabes, tous ont protesté, et voilà que la tension règne de nouveau dans la région.

Voyez ce qui s'est passé pour la simple éventualité que lors des consultations parlementaires, l'opposition puisse désigner une personnalité respectable sunnite autre que Hariri

Que cela veut dire ?

J'aimerais dire que nous dans l'opposition, assumons notre pleine responsabilité nationale et n'avons peur de personne, ni de leurs guerres, ni de leurs batailles, et encore moins de leurs communiqués

La plupart des capitales du monde nous ont critiqués.

Ceci veut dire que personne n'a le droit au Liban de faire des réformes et tous doivent être soumis, sinon les USA et les Occidentaux vont agir contre nous et on nous fait peur de la zizanie confessionnelle..

Regardez donc pour quel camp œuvre l'autre équipe !!

Il est clair qu'il y a un consensus au sein de l'opposition de ne pas nommer le président Hariri pour former un nouveau gouvernement

Après ces derniers mois, nous sommes décidés, pas question de le nommer. D'ailleurs nous ne l'avons pas nommé la fois passée, et nous avons seulement accepté d'investir un gouvernement d'union nationale...

Nous n'allons pas annoncer notre candidat, c'est aux blocs parlementaires de la faire les deux jours prochains.

Alors que nous sommes face à une échéance nationale, les puissances occidentales s'ingèrent.. En quoi cela regarde Mme Clinton de téléphoner (au président) pour s'enquérir ? Pourquoi l'ambassadrice américaine doit elle se rendre en personne à Zahlé pour s'enquérir sur la position que le député Nicolas Fattouche va prendre ?

Que le monde entier sache, que dans la bataille des consultations parlementaires, nous allons la mener avec les outils nationaux, alors que l'autre équipe la mène grâce à une ingérence internationale..

Est-ce cela la liberté et la souveraineté qu'il faut préserver au Liban ??

Laissez donc les gens exprimer leur choix librement

Certaines parties sont libres de diagnostiquer, mais elles font l'objet de pression...

Le pire et le nouveau scandale que lorsque l'initiative a été avortée, on a demandé à M Bellemare d'accélérer la publication de l'acte d'accusation, et lui n'a pas manqué de le faire..Le déclarant pour les lundi et mardi, au moment même des consultations parlementaires.

Même le timing de l'acte d'accusation fait partie de la campagne

Ne pouvait-il pas le reporter, quelques jours ??

Il fallait coûte que coûte le publier durant les consultations parlementaires, car cela fait partie de la campagne en faveur de certains ...

Je veux être clair et franc. Il y a deux parcours : celui des consultations parlementaires et celui de M Bellemare, lié à la livraison de l'acte d'accusation à Franssen

Vu que le timing a été utilisé pour les consultations, nous allons agir pour les disloquer

Les dirigeants politiques, les partis politiques, les blocs parlementaires.. devront demain et après-demain assumer une grande responsabilité

Ils doivent décider vers quelle direction se dirige le pays, et quel cabinet ils veulent offrir au peuple libanais, dans la conjoncture internationale actuelle très gênante..

Pour être clair, nous avons vécu l'expérience de ce gouvernement, qui est une nouvelle expérience, nous avons effectué notre propre évaluation.

Le gouvernement prochain devra savoir assumer ses responsabilités

Nous ne nous taisons pas face à un gouvernement qui protège les faux- témoins. Le prochain gouvernement devrait se charger de ce dossier

Nous ne nous taisons pas face à un gouvernement qui protège la corruption financière...

Nous n'accepterons pas un gouvernement qui n'assume pas ses responsabilités pour résoudre les problèmes des gens ...

Nous ne demandons à aucun gouvernement de protéger la résistance même durant la guerre de juillet ; ceux qui l'ont fait l'ont fait de leur propre volonté, par responsabilité nationale..

Mais nous demandons au gouvernement prochain de ne pas comploter contre la résistance

Il est de notre devoir de préserver les atouts de force du Liban, face à l'ennemi sioniste

Le Liban ne peut être protégé que par les siens

Nous ne nous taisons pas face à un tel gouvernement

Nous espérons que les Libanais pourront former un gouvernement efficace dont la priorité est les intérêts des gens

A cette occasion, j'aimerais féliciter le peuple tunisien pour sa révolution historique et sa bravoure... Mais il faut prendre les leçons de cette révolution.. surtout celle de ce régime (de Ben Ali) et de son équipe qui ont toujours travaillé pour les intérêts de la France, des États-Unis et des occidentaux, alors que ces derniers ont refusé de l'accueillir, et ont même expulsés leurs proches...

Le Liban ne peut continuer que si les gens dialoguent entre eux

Mais si les libanais ne peuvent pas parvenir à une solution, nous aurons un problème.. Et si les USA s'ingèrent, ceci va compliquer encore plus les choses

L'autre équipe insiste à ne pas résoudre les choses...

Nous ne permettrons que notre réputation et notre dignité soit mis en cause ou que l'on nous incombe injustement et à tort l'assassinat du martyr Rafic Hariri, même de par le doute.

Dans ce cas, nous déciderons ce que nous aurons à faire...

17 janvier

Source : Al Manar

<http://www.almanar.com.lb/...>

3-2 Alain Gresh : La prochaine guerre.

1er mars 1973.

Le président américain Richard Nixon reçoit à Washington la première ministre israélienne Golda Meir. Il l'informe que le président égyptien Anouar Al-Sadate est prêt à négocier un traité global. Tout en prétendant que son pays veut la paix, Meir répond qu'elle préfère un accord intérimaire, qu'il ne faut pas se fier aux manœuvres du Caire, qui veut d'abord un retrait israélien sur les lignes du 4 juin 1967, ensuite un retour au plan de partage voté par les Nations unies en novembre 1947, et une solution du problème palestinien dont il faudra discuter avec Yasser Arafat et « *les terroristes* ».

Rapportant cette conversation, à partir des documents divulgués par WikiLeaks, le journaliste israélien Aluf Benn (« Netanyahu is telling Obama what Golda told Nixon », *Haaretz*, 15 décembre 2010) dresse un parallèle entre la situation à l'époque où le refus israélien allait déboucher sur la guerre d'octobre 1973 et le franchissement du canal de Suez par les troupes égyptiennes, et les réponses dilatoires apportées par M. Benjamin Nétanyahou au président Barack Obama. Il rappelle que le premier ministre actuel, rentré précipitamment de Boston pour monter au front en octobre 1973, devrait « *rafraîchir sa mémoire en écoutant les enregistrements des conversations entre Meir et Nixon et se demander ce qu'il peut faire pour ne pas répéter les mêmes erreurs et pousser son pays aveuglément vers un seconde désastre de Yom Kippour* », une guerre qui devait coûter 2 600 soldats à l'armée israélienne.

Le refus de Tel-Aviv d'accepter la proposition du président Barack Obama de geler pour trois mois la colonisation en Cisjordanie (et non à Jérusalem-Est) en échange de promesses sans précédent, que le commentateur Thomas Friedman (« Reality Check », *New York Times*, 11 décembre 2010), peu suspect de sympathies pour les Arabes, compare à une tentative de corruption pure et simple, a confirmé non seulement l'incapacité du président Obama à exercer une pression sérieuse sur Israël, mais le rejet par M. Nétanyahou du moindre compromis. Bien sûr, comme ses prédécesseurs, il prétend vouloir la paix, mais c'est la paix humiliante imposée par les vainqueurs, une paix fondée sur la négation des droits élémentaires des Palestiniens.

Lors des négociations secrètes avec les Palestiniens durant l'année qui vient de s'écouler, M. Nétanyahou a répété que tout accord nécessitait l'acceptation par les Palestiniens du « concept de sécurité » israélien, ce qui signifiait, entre autres, l'acquiescement à la présence de troupes israéliennes sur le Jourdain et le long du « mur de l'apartheid » (du côté palestinien bien sûr), et la poursuite de l'occupation d'une partie non négligeable de la Cisjordanie (Dan Ephron, « 16 hours in September », *Newsweek*, 11 décembre 2010). Il n'a fixé aucun terme à cette présence israélienne, sans doute censée durer jusqu'à ce que les Palestiniens deviennent « civilisés »...

Ce blocage sur le front palestinien pousse l'armée israélienne à échafauder les plans de ses nouvelles guerres, fondées sur ce « concept de sécurité » qui veut que tous ceux qui refusent la domination de Tel-Aviv sur la région soient des « terroristes » qu'il faut éliminer. Aucun autre pays, pas même les Etats-Unis, n'ont une conception de la sécurité aussi extensive, une conception qui fait d'Israël un fauteur de guerres permanentes.

Sur qui va fondre l'armée israélienne, contre qui portera-t-elle ses prochains coups ?

Sur Gaza ? Il y a deux ans, les blindés et l'aviation israélienne réduisaient en cendres des centaines de bâtiments et tuaient des centaines de civils, commettant ce que le rapport Goldstone qualifie de « crimes de guerres » et sans doute de « crimes contre l'humanité ». Pourtant, le Hamas est toujours solidement installé au pouvoir. Combien de temps Tel-Aviv peut-il se résigner à cette situation ?

Sur le Liban ? En juillet-août 2006, l'armée israélienne échouait dans ses tentatives de réduire le Hezbollah, mais réussissait à détruire le pays, au mépris du droit international ; trois ans et demi plus tard, l'organisation est plus puissante que jamais et l'état-major n'écarte pas une opération majeure qui risquerait de conduire à l'occupation d'une partie du Liban (lire Anshel Pfeffer, « Is the IDF prepping for a third war with Lebanon », *Haaretz*, 19 décembre 2010).

Sur l'Iran ? Au risque de provoquer un conflit majeur qui s'étendrait de l'Irak au Liban, de la Palestine à l'Afghanistan ?

Personne ne peut le dire, mais, au Proche-Orient, l'absence de paix débouche forcément sur la guerre... Contrairement à 1973, c'est Israël qui prendra l'initiative directe du conflit, sauf qu'il se heurtera non seulement à des ennemis bien plus efficaces, mais, comme le signale le militant de la paix israélien Uri Avnery (« Ship of fools 2 », Gush Shalom, 18 décembre 2010), à l'hostilité grandissante de l'opinion mondiale, hostilité dont a témoigné la reconnaissance de l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967 par le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, ou la lettre de 26 anciens dirigeants européens (Chris Patten, Giuliano Amato, Felipe González, Lionel Jospin, Hubert Védrine, Romano Prodi, Javier Solana, etc.) – tout sauf des extrémistes – appelant l'Union européenne à prendre des sanctions si, d'ici le printemps, le gouvernement israélien ne change pas de politique. L'organisation Human Rights Watch a publié le 19 décembre un rapport (« Israel/West Bank : Separate and Unequal ») qui souligne que les Palestiniens sont victimes de discriminations systématiques et appelle le gouvernement des Etats-Unis à réduire de plus de 1 milliard de dollars son aide annuelle à Israël (soit l'équivalent des investissements israéliens en faveur des colonies).

En conclusion, Avnery note que le soutien américain à Israël relève de l'assistance au suicide. « *En Israël, une telle assistance est un crime. En revanche, le suicide ne l'est pas. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d'abord fous. Espérons que nous retrouverons nos esprits avant qu'il ne soit trop tard.* »

Alain Gresh

22 décembre

Source : Les blogs du Diplo
<http://blog.mondediplo.net/...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19